

La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir sous la direction de Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau, VLB éditeur, Montréal, 1994, 291 p.

Sarah Fortin

Numéro 28, automne 1995

Autodétermination dans les sociétés plurinationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040008ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040008ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortin, S. (1995). Compte rendu de [*La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir* sous la direction de Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau, VLB éditeur, Montréal, 1994, 291 p.] *Politique et Sociétés*, (28), 139–141. <https://doi.org/10.7202/040008ar>

La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir sous la direction de Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyne Létourneau, VLB éditeur, Montréal, 1994, 291 p.

À l'heure où les publications concernant la souveraineté du Québec se multiplient, l'ouvrage du trio Fecteau, Breton et Létourneau se démarque et vise à «réinscrire, dans l'agenda collectif, un certain nombre de questions qui n'obtiennent pas toujours l'écho mérité sur la place publique». La «condition québécoise» y est dépeinte selon des paramètres qui ne sont effectivement pas habituels. Malheureusement, le parti pris contre les catégories analytiques traditionnelles (la nation et le marché) entrave la pleine appréhension de la «condition québécoise» puisque toute notion de collectivité territorialement définie est évacuée. À cet égard, le titre est trompeur. Le Québec y est présenté par fragments, découpé en morceaux dissociés les uns des autres et le Québécois n'est plus qu'homme ou femme, travailleur ou sans emploi, résidant d'une région ou du monde, etc. En ce sens, ce collectif, qui réunit une dizaine d'essais, s'inscrit sans doute dans la mouvance post-moderniste.

L'ouvrage est divisé en quatre sections, chacune traduisant une «des dimensions de l'existence mises en question par notre modernité essoufflée» (7). D'abord «le Québec dans le monde, le monde dans le Québec» qui discute, sans surprise, du processus de globalisation et d'identités. Ensuite, «l'espace public» qui se penche sur les questions de démocratie et de droit; «la recomposition du collectif» qui discute d'emploi, surtout; et enfin «la recomposition de l'individu», qui s'intéresse aux rapports homme-femme et à la spiritualité.

Comme pour tout collectif, la qualité et la valeur des contributions sont variables bien que le niveau soit généralement bon. On peut apprécier dans certains chapitres l'utilisation des récits de vie ou de l'observation participante, deux méthodologies qui s'inscrivent bien dans la démarche du livre. Par contre, en ce qui concerne les enjeux abordés, on s'étonne de ne pas trouver un chapitre consacré à la question des générations (les jeunes notamment) ou à celle des «nouveaux mouvements sociaux», hormis le texte sur la pensée écologique qui ne dit malheureusement rien de la pénétration de ces idées en sol québécois.

Je crois utile d'aviser ceux et celles que l'usage répétitif du concept de crise irrite de s'abstenir. L'ouvrage regorge en effet d'allusions à un état de crise, sous toutes ses formes : crise de l'État (31), crise de la régulation fordiste (78), crise du droit (84), crise de la condition enseignante, crise d'identité et crise du syndicalisme (132), crise de l'école (133), crise de l'identité masculine (267). Cela, sans compter les «clivages», «inégalités», «disparités», «illusion démocratique», «désengagement», «individualisme exacerbé», «dérive» et autres «incertitudes» fréquemment évoqués par les auteurs.

Ce ton s'explique en grande partie par cette observation que les cadres d'analyse conventionnels sont désuets. «La crise» est à la fois cause et conséquence de cette désuétude. Les directeurs de l'ouvrage nous invitent donc à jeter «aux orties les compendium des angoisses existentielles attribuées par les médias au Québécois moyen, comme d'ailleurs les pseudo-diagnostics et solutions toutes faites des technocrates de service» (7), pour mieux (re) penser les questions et enjeux d'aujourd'hui, «dans l'espoir que les réponses soient enfin dignes du futur que nous méritons» (8). Les intellectuels sont invités «à retrouver leur fonction critique et à redécouvrir l'audace de la pensée».

Deux objectifs caractérisent cette publication. Il y a d'abord cette ambition normative qui nous invite à revoir la manière dont nous pensons le réel. C'est Gilles Breton qui l'exprime le plus explicitement quand il proclame «la nécessité d'un déplacement du regard et d'un changement dans nos réflexes d'appréhension du réel» (20). La nation et le marché sont déclarés dépassés au profit du supra et du sub-national.

Il y a aussi, en filigrane, un procès en règle du projet souverainiste québécois, un aspect qui n'est pas sans être lié au premier projet : si nos cadres d'analyse sont dépassés, il faut aussi refuser la domination qu'exerce encore la question «nationale» sur la vie politique québécoise.

Ce regard critique posé sur les instruments d'analyse conventionnels n'est pas illégitime. Mais la sévérité du diagnostic posé et surtout la hargne avec laquelle le remède proposé est appliqué empêchent les auteurs de voir de quelle manière le passé (nation et marché), s'immiscie encore dans ce présent (globalisation, écologie, genres, région, etc.) qu'ils souhaitent révéler. Le temps n'est pas une donnée que l'on peut impunément découper en tranches bien définies. Les institutions et les modes de pensée qui émergent au niveau supra et sub-national se heurtent et s'imbriquent

dans ceux du niveau national. Il aurait été souhaitable que les collaborateurs et collaboratrices de Breton, Fecteau et Létourneau rendent compte de cette persistance, d'une réalité sociale qui se manifeste à plusieurs vitesses et à différents niveaux. Le chapitre introductif aurait pu tout au moins en faire état et lancer la discussion. Mais, à cet égard, il manque à la tâche.

Seul Serge Côté, dans son chapitre sur l'espace régional, échappe à cette tendance générale de l'ouvrage, en analysant la manière dont la problématique régionale s'est insérée dans le débat sur la souveraineté du Québec et dans les politiques de l'État. C'est ce type d'analyse qu'on aurait aimé retrouver dans les autres chapitres. Ils auraient pu envisager, par exemple, la manière dont le processus de «dénationalisation» est accueilli et géré par les institutions politiques en place (19-40); comment les politiques de l'État agissent encore sur les rapports hommes-femmes (252-287), par le biais de ses politiques familiales, ou sur les rapports au travail (123-141; 142-171), par le biais de ses politiques de l'emploi, etc.

Il est vrai que les auteurs «n'ont que faire de l'empirisme plat des adeptes du réalisme»(7) et ils pourraient donc me reprocher, considérant le type de remarques émises ci-haut, de ne pas avoir bien compris le sens de leur démarche. Il ne s'agissait pas pour eux «de faire le bilan des certitudes actuelles ou l'abécédaire de nos problèmes sociaux» (291), ni «de proposer des solutions ou d'établir des plans d'action» (291) et encore moins d'analyser «concrètement» (lire empiriquement) l'impact des transformations et bouleversements qui ébranlent nos institutions et nos modes de pensée.

Domage! Cette décision est à mon avis une erreur, voire une démission, et la facture de l'ouvrage se ressent de ces choix. Les chapitres n'ont de commun que leur appartenance à une certaine mouvance intellectuelle. Encore une fois, il y a là manquement au niveau des chapitres d'introduction et de conclusion: «la complexité, l'éclatement, la grande diversité et l'absence d'unité des enjeux qui caractérisent nos sociétés» (20) ne justifient pas le caractère décousu de l'ouvrage, ni ce refus d'aller plus loin que l'éclairage des enjeux actuels.

Sarah Fortin
Université McGill